

Macron nous fera-t-il le coup d'un référendum ?



Le p'tit Cron a eu une nouvelle idée d'enfumage global : coupler avec un référendum les élections européennes du 26 mai où j'espère que La République en Marche prendra une sévère déculottée.

Les conseillers du p'tit Cron sont sur le pont du Titanic élyséen. Ce serait selon eux, devant l'échec du Grand débat –même s'ils prétendent, propagande oblige, que celui-ci est un succès – la possibilité pour le gamin capricieux qui est leur patron de sortir de la crise des Gilet jaunes par le haut.



Les questions qui pourraient être posées aux Français ressemblent à une blague de potaches de l'ENA : «*Doit-on réduire le nombre de parlementaires ?* », et «*Faut-il limiter le cumul de mandats dans le temps ?* ».

On se doute bien que les électeurs vont se mobiliser sur de telles interrogations.

Aussitôt la droite a hurlé que c'étaient des sujets «*coupés des préoccupations et des priorités des Français* ». Elle a raison.

Mais son cas s'aggrave très vite.

Wauquiez fait des suggestions presque aussi glamours que les questions du p'tit Cron.

«*Quel est le vrai sujet ?* dit-il. *C'est l'absence de valorisation du travail. Le sujet de fond de notre pays, c'est l'appauvrissement des classes moyennes.* » Et de proposer un référendum sur un plan de baisse de la dépense publique avec comme contrepartie une baisse des impôts pour les ménages et des charges pour les entreprises.

Un truc à la *Chicago Boys*, autrement dit encore davantage de privatisation de la santé, de l'enseignement, des transports, de la poste, des maisons de retraite, des infrastructures (puisque baisse de la dépense publique) et enrichissement encore plus conséquent des plus riches (puisque baisse des impôts qui profitera surtout aux ménages aisés et aux

entreprises les plus financièrement luxueuses).



L'enfumage référendaire de Wauquiez est aussi pathétique que celui du p'tit Cron.

Un référendum sur la réduction du nombre de parlementaires, comme disait l'autre, « *Ça m'en touche une sans faire bouger l'autre* ». Idem en ce qui concerne la baisse de la dépense publique et celle des impôts.

J'ai quelques idées de questions.

Elles porteraient sur des solutions pour que le peuple français se sente à nouveau bien chez lui.

Qu'est-ce qui a amené des milliers de personnes à descendre dans les rues, à occuper des ronds-points en portant des gilets jaunes ? Qu'est-ce qui a poussé la majorité des Britanniques à voter pour le Brexit ? Qu'est-ce qui fait la popularité de Salvini en Italie ?

Un référendum pour ou contre le référendum d'initiative populaire m'allécherait davantage que les contorsions macroniennes ou de LR.

Et à partir de là, des questions sur l'arrêt de l'immigration et l'effacement de la signature de la France du pacte de Marrakech, sur la mise au pas de l'Islam et de ses croyants qui, de niqab en prières de rue, ne cessent d'emmerder les Français, sur l'ISF, sur la disparition des radars racketteurs, sur la fin du 80 km/h (un autre racket), sur la culpabilisation écologique que les Français les plus pauvres subissent et les punitions qui assomment la France périphérique pendant que nos supposées élites se pavent en

jets privés à Davos.

Mais le totalitarisme marchand – avec le p'tit Cron peut-être faut-il écrire "marchant" – ne supportera pas de telles interrogations.

Coluche disait : « *Si voter changeait quelque chose, il y a longtemps que ça serait interdit* ».

Cela concerne particulièrement les référendums. Il ne faut que des questions sans envergure sinon les réponses sont presque toujours de droite, "populistes" dans le langage de nos politicards.

Donc, pour moi, ni participation au Grand débat, ni vote au référendum macronien.

Marcus Graven